Décision : MERC04-00093

Numéro de référence : MD3-10447-3

Date de la décision : Le 6 mai 2004

Objet : NON-RESPECT DE CONDITIONS

Endroit : Montréal

Date de l'audience : Le 19 novembre 2003

Présent : Pierre Gimaiel
Vice-président

Personne(s) visée(s) :

3-M-30035C-712-P

COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
Bureau 1000
545, boul. Crémazie Est
Montréal (Québec)
H2M 2V1

- agissant de sa propre initiative -

NIR : R-562971-3

4044185 CANADA INC.
540, rue Jarry Ouest
Montréal (Québec)
H3N 1E9

THANDI, Behbal Singh
540, rue Jarry ouest
Montréal (Québec)
H3N 1E9

- intimés -

Procureur de la Commission : M^e Yves Gemme

4044185 CANADA INC. et son principal administrateur, M Behbal Singh
THANDI, ont reçu de la Commission des transports du Québec, par poste

certifiée, un avis d'intention et de convocation en vertu des articles 26 à 38 de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de véhicules lourds*¹. Les intimés furent convoqués à une audience tenue à Montréal, le 19 novembre 2003, dans le but de leur permettre de présenter leurs observations quant au fait que l'entreprise aurait contrevenu à la décision QCRC03-00138, rendue le 27 mai 2003, en ne mettant pas en application les conditions décrites à son dispositif dans les délais prescrits.

Lors de l'audition, elle est représentée par son président, M Behbal Singh THANDI, et un de ses employés, M Sahota Tirath. Mme Lorraine Brunet, inspectrice à la Commission, est aussi entendue.

Le procureur de la Commission indique que, le 9 mai 2003, 4044185 CANADA INC. a été déclarée totalement inapte par la décision QCRC03-00121 parce qu'elle avait contrevenu à la décision MRC02-00185 rendue le 12 juillet 2002 qui permettait son inscription au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds sous la cote initiale portant la mention « conditionnel », assortie d'exigences qu'elle devait respecter. La cote reliée à l'inscription du transporteur avait alors été modifiée par celle comportant la mention « insatisfaisant ».

Le 27 mai 2003, la Commission permettait de nouveau à l'entreprise intimée de s'inscrire, toujours sous la cote de niveau « conditionnel », et lui imposait, une fois de plus, des conditions qu'elle devait rencontrer au plus tard le 30 juillet 2003. La présente procédure découle du fait que 4044185 CANADA INC. ne s'est pas conformée, une fois de plus, aux conditions imposées par la Commission.

L'état de dossier du propriétaire et exploitant de véhicules lourds à la Société de l'assurance automobile du Québec, couvrant la période du 18 novembre 2001 au 18 novembre 2003, est déposée. Son évaluation continue se détaille de la façon suivante :

Évaluation du propriétaire :

Sécurité des véhicules 1/3

Évaluation de l'exploitant :

Sécurité des opérations	6/9
Conformité aux normes de charges	0/9
Implication dans les accidents	0/7
Comportement global de l'exploitant	6/9

Le droit applicable

L'article 27 de la *Loi concernant les propriétaires et exploitants de*

¹ L. R. Q., c. P-30.3

véhicules lourds stipule que :

« 27. La Commission déclare totalement inapte la personne qui :

[...]

3° a contrevenu à une décision de la Commission la visant ou à une entente administrative convenue avec elle;

[...] »

La décision

En n'instaurant pas les mesures décrites à la décision QCRC03-00138, 4044185 CANADA INC. a contrevenu à l'article 27 de la loi. En pareil cas, la Commission n'a d'autre choix que d'appliquer la sanction prévue qui réside en la déclaration d'inaptitude totale. Par le fait même, la cote attribuée à l'intimée au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds devra comporter la mention « insatisfaisant » et ce, même si elle n'est plus propriétaire ou qu'elle n'exploite plus aucun véhicule lourd.

L'attribution de cette cote entraînant l'interdiction de mettre en circulation ou d'exploiter tout véhicule lourd, 4044185 CANADA INC. devra donc obtenir préalablement de la Commission une réévaluation de sa cote avant toute remise en exploitation ou en circulation d'un véhicule lourd sur le réseau routier québécois.

De plus, l'article 26 (3) permet à la Commission de rendre applicable aux administrateurs d'une personne morale la déclaration d'inaptitude totale qu'elle prononce.

La Commission considère qu'il s'avère nécessaire, en raison de la récidive de l'intimée et de son administrateur, que la déclaration d'inaptitude totale s'applique pendant une période définie. Ainsi, il sera impossible à 4044185 CANADA INC. et à M Behbal Singh THANDI de présenter pour eux ou pour une personne morale ou une société qu'ils contrôlent, une demande d'inscription au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds pour une période de six mois de la date de la présente décision.

Ce délai justifié permettra aussi à l'entreprise intimée d'appliquer les mesures correctives définies au dispositif de la décision transgressée avant d'introduire une demande de réévaluation de sa cote, en vertu de l'article 34 de la loi.

POUR CES MOTIFS, la Commission :

1. DÉCLARE l'intimée, 4044185 CANADA INC., totalement inapte pour avoir contrevenu à la décision QCRC03-00138 du 27 mai 2003.
2. MODIFIE la cote attribuée à 4044185 CANADA INC., comportant la mention « conditionnel » au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds, pour celle portant la mention « **insatisfaisant** ».
3. REND APPLICABLE à Behbal Singh THANDI, principal actionnaire et président de l'intimée, la déclaration d'inaptitude totale de 4044185 CANADA INC.
4. INTERDIT à 4044185 CANADA INC. et à son administrateur, Behbal Singh THANDI, de mettre en circulation ou d'exploiter un véhicule lourd sur le réseau routier québécois.
5. FIXE à six mois le délai avant lequel 4044185 CANADA INC. et son administrateur, M Behbal Singh THANDI, ne pourront présenter, tant personnellement que pour une société ou une personne morale qu'ils contrôlent ou dont ils sont les administrateurs, une demande d'inscription au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds, c'est-à-dire jusqu'au 6 novembre 2004 inclusivement.

Pierre Gimaiel
Vice-président

NOTE : L'avis ci-annexé, décrivant les recours à l'encontre d'une décision de la Commission, fait partie intégrante de la présente décision.